



GREVE POUR DES MANIFESTATIONS D'AMPLEUR LE 20 FEVRIER !

Nous avons un des meilleurs systèmes de retraite au monde, si ce n'est le meilleur. Pourtant, le président de la République a décidé, par idéologie pure, de l'anéantir au nom du marché.

Tout ce qui touche aux questions sociales, aux services publics, à la fonction publique et donc à la DGFIP est considéré depuis trop longtemps comme une dépense qu'il faut réduire. Ce gouvernement aggrave de façon totalement irresponsable la situation. Le projet de réforme des retraites vise à nous faire travailler plus longtemps, avec une pension moindre et aléatoire en fonction d'une valeur de point fluctuante, assise sur toute la carrière et non plus sur les 6 derniers mois (les meilleurs) pour la Fonction Publique. C'est de plus une gestion individualisée des retraites visant à opposer les professions entre elles.

Au contraire, la CGT considère que la protection sociale, la retraite, la santé, sont des investissements qu'il faut développer. Si nous considérons que notre système actuel doit être amélioré, il n'est pas nécessaire d'en changer les fondements. Sur les retraites, le préalable reste donc d'une brûlante actualité :

Macron et son gouvernement doivent retirer leur projet de casse de nos retraites !

Les simulateurs gouvernementaux sont volontairement trompeurs. À la DGFIP, d'après nos

calculs, en intégrant les primes les plus communes, sans variation du point retraite ou de l'âge pivot et pour des agents ayant une carrière linéaire dans leur corps (seul scénario suffisamment stable pour permettre une simulation moyenne), sauf erreur de notre part, le premier constat est sans appel :

Un agent C perdra 14% du montant de sa pension.

Un contrôleur perdra 22% du montant de sa pension.

Un inspecteur perdra 10,5 % du montant de sa pension.

Si vous avez changé de catégorie au cours de votre carrière, bénéficié d'un temps partiel avant les 6 derniers mois, vos pertes en pourcentage, par rapport au système actuel, seront aggravées.

Macron et son gouvernement sont seuls, avec l'appui des actionnaires et des fonds de pensions, contre tous ! Leur réforme est contestée par une écrasante majorité de la population, par les différentes caisses de retraites, l'association des maires de France, etc, comme par les institutions, dont la plus haute, celle du Conseil d'Etat. Du jamais vu ! Chaque jour des actions et des initiatives sont organisées dans tous les territoires.

Le rejet de la réforme et la détermination pour obtenir son retrait sont intacts.

À la DGFIP, nous concentrons les attaques entre réforme des retraites, attaques sur nos droits et garanties à travers la loi transformation de la Fonction publique (par exemple fin des CAP), la remise en cause de nos missions (externalisations par exemple), la casse de notre réseau de proximité (NRP par exemple), des suppressions d'emplois qui ne sont plus sup-portables, etc. La liste n'est pas exhaustive mais notre réplique doit être claire :

Toutes et tous en grève pour des manifestations d'ampleur le 20 février, pour nos retraites, pour notre modèle social, pour l'avenir de la Fonction Publique et de la DGFIP, pour notre avenir à toutes et tous !

fichiers:



[Télécharger 20022020.pdf](#) (419.22 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2020](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS FAIRE !

Published on CGT FINANCES PUBLIQUES (<https://www.cgtfinancespubliques.fr>)
